

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/36
11 septembre 2003

(03-4799)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ISLANDE

Déclaration de S.E. M. Halldor Asgrimsson Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur

Le climat de peur créé par les terribles attentats qui se sont produits il y a deux ans aujourd'hui continue de régner. La mort tragique ce matin d'Anna Lindh, Ministre des affaires étrangères de la Suède, une collègue appréciée et une amie personnelle, alourdit encore ce climat. Une fois de plus, nous avons vu comment des forces irrationnelles peuvent menacer les bases mêmes de nos sociétés démocratiques et notre mode de vie habituel. Nous devons être fermes dans notre détermination à ne pas laisser ces événements peser sur notre programme de travail et, au contraire, œuvrer à la réalisation de nos objectifs communs.

Cette organisation s'est réunie ici à Cancún pour créer un monde meilleur pour les générations futures et offrir de nouvelles possibilités pour les pays en développement. Nous devons assumer nos responsabilités envers l'humanité tout entière. Je sais que mon amie Anna Lindh espérait vivement le succès de cette réunion et la meilleure façon d'honorer sa mémoire serait de continuer à travailler à cette fin.

Le système commercial multilatéral a prouvé son efficacité en tant qu'instrument de promotion du développement et de la croissance économiques et est essentiel à la prospérité future des nations. Mais plus que jamais, il faut accorder une attention particulière aux besoins des pays les moins avancés et faire en sorte qu'ils bénéficient pleinement des avantages que le système commercial multilatéral a à offrir. Une condition préalable à notre succès futur est la reconnaissance du fait que les Membres, développés ou en développement, ont des intérêts différents et des sensibilités différentes, dont il faut tenir compte dans la recherche d'une plus grande libéralisation commerciale.

L'agriculture en est un bon exemple. L'Islande soutient pleinement le Programme de Doha et continuera à jouer un rôle positif et constructif dans sa réalisation. Toutefois, nos différents secteurs agricoles – qui se sont développés dans des conditions de production très différentes et au moyen desquels nous poursuivons des objectifs très différents – doivent se voir ménager une véritable possibilité de s'adapter aux réalités imposées par des réformes substantielles.

L'Islande accorde une énorme importance aux considérations autres que d'ordre commercial et aux considérations liées au développement, afin que les avantages potentiels d'une libéralisation plus poussée du commerce des produits agricoles puissent être universellement partagés entre consommateurs et producteurs. En tant que Membres, nous devons aussi partager le fardeau de la réforme d'une façon équilibrée et équitable.

Nous craignons que le projet de déclaration ne prévoise pas le type de flexibilité que nos intérêts différents exigent. Nous avons deux principales préoccupations:

Premièrement, en ce qui concerne l'accès aux marchés pour les produits agricoles, la proposition d'harmonisation consistant à plafonner les tarifs suppose à tort que le même modèle peut effectivement s'appliquer à tous. Nous ne voyons pas non plus de justification à l'augmentation obligatoire des contingents tarifaires. Il faut souligner que l'Islande importe déjà plus de la moitié des produits alimentaires qu'elle consomme et la plupart de ces produits entrent sur le marché sans être soumis à des tarifs ou à des restrictions quantitatives. Sur ces questions, nous cherchons activement un meilleur équilibre des intérêts.

Deuxièmement, nous devons conserver une flexibilité appropriée dans nos engagements en matière de soutien interne. Les politiques islandaises en matière de soutien interne sont fonction des graves difficultés que nous avons à maintenir un secteur agricole viable à proximité du cercle arctique.

L'objectif de l'Islande dans l'élaboration de modalités est de sauvegarder la possibilité d'assurer une production nationale grâce à des politiques adaptées à nos conditions de production. Les considérations autres que d'ordre commercial doivent être traitées de façon réelle et efficace. Dans notre cas, il a souvent été nécessaire de faire appel à des politiques liées à la production pour tenir compte de nos divers objectifs dans l'agriculture et cela devrait être pris en considération dans tous nouveaux engagements. Ce dont nous avons simplement besoin, c'est du type de flexibilité dont l'Union européenne, du fait de sa taille et de la diversité de son agriculture, continuera de bénéficier à l'égard de certaines régions, ou dont les États-Unis continueront de bénéficier pour soutenir leur agriculture marginale.

En ce qui concerne les subventions à l'exportation, nous sommes prêts à prendre des engagements en vue de leur abolition. Mais cette flexibilité reste subordonnée à un équilibre approprié à trouver entre les trois piliers.

S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la proposition qui a été soumise à notre examen est équilibrée mais fragile et nous recommandons donc de ne pas rompre cet équilibre. Cette proposition semble offrir suffisamment de flexibilité pour tenir compte des besoins des Membres en développement et des Membres ayant accédé récemment. Nous nous félicitons des propositions sur l'élimination des droits dans certains secteurs, par exemple les textiles et les produits de la pêche, qui sont des secteurs importants pour les pays en développement. Nous insistons aussi sur l'élimination des droits dits de nuisance, qui n'a que trop tardé.

Nous sommes heureux qu'une solution ait pu être trouvée au sujet de l'accès des pays en développement aux produits pharmaceutiques peu coûteux.

Nous souhaitons vivement que des progrès soient faits sur les questions dites de Singapour et il est essentiel qu'un calendrier soit établi pour leur négociation. Les services constituent un moteur essentiel de la croissance économique mondiale et ils restent une question cruciale dans ces négociations.

Nous nous félicitons des progrès accomplis dans les négociations sur les subventions aux pêcheries et nous sommes heureux qu'il soit de plus en plus reconnu que cette question doit être effectivement traitée.

Il est fondamental pour la bonne santé du système commercial multilatéral que les fruits de notre travail ici à Cancún soient perçus à juste titre comme un succès. Je vous exhorte à ne pas oublier que les principes d'adaptabilité et de flexibilité doivent être indissociables des efforts que nous continuerons de déployer.